

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
43, rue du Dr Duroselle
16000 Angoulême

Angoulême, le 24 janvier 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23 janvier 2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SORIC

15 rue de la Tude
16210 Chalais

Références : 2025 101 UbD16-86 Env
Code AIOT : 0100025209

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23 janvier 2025 dans l'établissement SORIC implanté 15 Rue de la Tude 16210 Chalais. L'inspection a été annoncée le 20 janvier 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection fait suite à la mise en demeure établie le 9 août 2024. L'exploitant ayant fourni les éléments de mise en conformité par mail, cette inspection a été effectuée afin de s'assurer du respect de celle-ci.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SORIC
- 15 Rue de la Tude 16210 Chalais
- Code AIOT : 0100025209
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Installation de distribution de carburants ouverte au public implantée sur le site de l'Intermarché de Chalais. L'établissement relève du régime DC au titre de la rubrique 1435.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2 Annexe 1	Respect de mise en demeure
2	Aménagement appareil de distribution	Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.9.3	Respect de mise en demeure

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite à la mise en demeure du 9 août 2024, l'exploitant s'est mis en conformité sur l'ensemble des points établis. La mise en demeure est respectée dans sa globalité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.2 Annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Point de contrôle déjà contrôlé ayant fait l'objet de la mise en demeure d'août 2024 Prescription contrôlée : D'une façon générale, l'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et au moins protégée comme suit : <ul style="list-style-type: none">• [...]• d'un système d'alarme incendie (ou tout moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours dans le cas des installations sans surveillance) ;• [...]• sur l'installation, d'au moins une couverture spéciale anti-feu.• [...]. Conformément aux référentiels en vigueur et au moins une fois par an, tous les dispositifs sont entretenus par un technicien compétent et leur bon fonctionnement vérifié. Les rapports d'entretien et de vérification sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques.
Constats : L'exploitant a transmis par mail du 22 novembre 2024, la facture (n°FA 25023977) en date du 12 novembre 2024 de l'installation de l'interphone et de l'appel d'urgence par la société TSG. Lors de l'inspection, un test de l'appel d'urgence a été effectué depuis les zones de distribution de carburant de la station. Celui-ci est opérationnel. La couverture spéciale anti - feu est présente et accessible à tout moment. L'inspection considère que le point de l'arrêté de mise en demeure du 09/08/2024, relatif à la mise en place d'un report d'alarme incendie permettant d'alerter le service d'incendie et de secours ou une société de télésurveillance 24h/24 ainsi que la présence d'une couverture spéciale anti-feu est respecté.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Respect de mise en demeure

N° 2 : Aménagement appareil de distribution

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/04/2010, article 4.9.3
Thème(s) : Risques chroniques, Flexibles
Point de contrôle déjà contrôlé ayant fait l'objet de la mise en demeure d'août 2024 Prescription contrôlée : Les flexibles de distribution sont conformes à la norme NF EN 1360 de novembre 2005 (pour l'aviation, les flexibles sont conformes aux dispositions prévues dans la norme spécifique en vigueur). Les flexibles sont entretenus en bon état de fonctionnement et remplacés au plus tard six ans après leur date de fabrication. Dans le cas des installations exploitées en libre-service, les flexibles autres que ceux présentant une grande longueur et destinés au transvasement de gazole et de carburants aviation sont équipés de dispositifs de manière à ce qu'ils ne traînent pas sur l'aire de distribution. Les rapports d'entretien et de vérification seront tenus à la disposition de l'inspection des

installations classées et de l'organisme de contrôles périodiques. Un dispositif approprié empêche que le flexible ne subisse une usure due à un contact répété avec le sol. Le flexible est changé après toute dégradation.
Pour les hydrocarbures liquides, dans l'attente d'avancées techniques, seuls les appareils de distribution mis en place postérieurement au 3 août 2003 et d'un débit inférieur à 4,8 mètres cubes par heure sont équipés d'un dispositif anti-arrachement du flexible de type raccord-cassant.

Constats :

L'exploitant a transmis par mail du 22 novembre 2024 le bon d'intervention qui ne fera pas l'objet de facturation car réalisé dans le cadre du contrat de maintenance. Cette commande a été passée avec la société TSG le 5 septembre 2024. Les fournitures faisant l'objet d'un remplacement des flexibles de distribution de carburants sont les suivantes :

FOURNITURES UTILISEES				COMMENTAIRES DU CLIENT
Stock Origine	Référence	Désignation	Qte	
36043	856511	PLH/ITM /TTAD/MP PROD. X28 /FR	2	
36043	909295-008	GAINE FLEX. COAX.CS21 BLEUE QT	2	
36043	909295-007	GAINE FLEX. COAX.CS21 VERTE QT	6	
36043	909295-004	GAINE FLEX. CS16 JAUNE*QT	5	
36043	59000821-400	FLEX21RV400BLK/000/BKS/ZZELA00	8	
36043	59000792-400	FLEX CB16 NOIR MANC+MM20X27 4M	4	
36043	58012244	COURROIE TEXROPE XPA 957 SR	1	
36043	58015726	BADGE BLANC CLIPSABLE EK145	13	
36043	59000422	BATTERIE 6V NP 1,2A/h COCA&WWC&TQC	1	
				Les conditions générales sont stipulées au verso (ou annexe) incluant celles des prestations de services

Commandez vos consommables sur  e-boutique <https://e-boutique.tsg-solutions.com/>

RIMI B1 du 05/09/2024

Lors de l'inspection, l'ensemble des fournitures décrites dans le bon de commandes ont bien fait l'objet dudit remplacement.

L'inspection considère que le point de l'arrêté de mise en demeure du 09/08/2024, relatif au remplacement des flexibles de distribution des carburants est respecté.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Respect de mise en demeure